ROSA LUXEMBOURG et la Révolution Russe

Une brochure in-8°, *Cahiers Mensuels Spartacus*, 2 francs. En vente à la Fédération.

Les procès et les fusillades de Moscou ont donné un regain d' « actualité » à la Révolution russe, et l'on peut considérer comme tout à fait opportune et utile la réédition de cette brochure écrite par Rosa Luxembourg en prison, en 1918. Opportune et utile parce qu'elle permettra aux militants de répondre aux questions qu'ils se posent face aux problèmes soulevés par les récents événements de Russie.

La brochure s'ouvre par un plaidoyer en faveur de la critique ou plutôt du droit de critiquer la politique du parti bolchevik dans la première année de son pouvoir. Elle revendique le droit de critiquer car l'exercice de ce droit ne peut être que profitable au prolétariat allemand et international. Ecartant tout « enthousiasme artificiel » Rosa demande « que soient montrées les difficultés que le prolétariat trouvera sur sa route en lui faisant comprendre la complexité des tâches à accomplir en développant sa maturité politique et sa capacité de jugement ».

Aux opportunistes russes qui persistaient à collaborer avec les libéraux bourgeois, voulant par là assigner des buts démocratiques bourgeois à la Révolution Russe, Rosa Luxembourg démontre en s'appuyant sur l'étude des Révolutions anglaise et français,e que les conquêtes de la Révolution ne peuvent être sauvegardées et consolidées que par la dictature révolutionnaire du prolétariat.

Répondant à Kautsky qui soutenait les opportunistes russes (Dan Thérételli), elle affirme que les bolcheviks ont « acquis devant l'histoire le mérite impérissable d'avoir proclamé pour la première fois le but final du socialisme comme un programme immédiat de la politique pratique. Les bolcheviks à la veille d'octobre lancent le mot d'ordre : Partage des terres. Rosa Luxembourg l'analyse. Elle démontre qu'un tel mot d'ordre conduit à l'émiettement de la grande propriété créant une masse de paysans propriétaires, puis cette bourgeoisie rurale qui doit à la Révolution sa propriété, mais qui la protègera contre la collectivité? Et c'est dans cette lutte entre le prolétariat et la paysannerie qu'est contenu tout le drame de la Révolution Russe et il faut dire que Rosa a vu dans cette lutte les germes d'autres luttes bien plus cruelles et décisives pour le sort de la Révolution Russe. N'oublions pas que les divergences qui se manifestent au sein du parti bolchevik, divergences dans l'appréciation du rôle de la paysannerie, furent à l'origine des conflits qui l'ont déchiré.

Mais Rosa ne dit point s'il était possible de faire autrement de lancer un autre mot d'ordre alors, que les paysans russes avaient précédé les bolcheviks en prenant les terres et en se les partageant.

La collectivisation de l'agriculture exigeait un outillage un niveau technique plus élevé qu n'exitait pas dans les domaines de la noblesse terrienne russe.

*
* *

Rosa Luxembourg s'oppose au mot d'ordre : droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, Ce mot d'ordre a provoqué pour Rosa la fragmentation de la force révolutionnaire du prolétariat, a permis à la bourgeoisie de vaincre le prolétariat socialiste en Finlande, Pologne, dans les Pays Baltes.

L'essentiel de la brochure est constitué par le chapitre où Rosa Luxembourg critique la conception léniniste de la dictature du prolétariat. Elle réclame pour les masses le droit le plus large de participer à la vie publique « le peuple tout entier doit y prendre part ». Elle formule la nécessité absolue pour la vie même de la révolution l'efficacité de ses expériences, d'un « contrôle public ». Elle met en garde les bolcheviks contre l'erreur d'étouffer « la vie politique dans tout le pays » car « il est fatal que la vie dans les soviets eux-mêmes soit de plus en plus paralysée ». Certes, Rosa comprend très bien que la terreur, la domination du parti bolchevik à l'exclusion des autres partis, furent imposées par la nécessité, mais elle s'inquiète de cette tendance des bolchevicks à « théoriser leurs improvisations ».

Servie par une admirable intelligence, alliée à la passion révolutionnaire, Rosa Luxembourg analyse la situation créée par la victoire de la Révolution Russe, ne laisse rien dans l'ombre, va jusqu'au fond des question qu'elle examine.

Sa brochure fera se pencher les militants sur des problèmes soulevés par la lecture de cette brochure et les incitera à étudier le chapitre d'histoire écrit par les bolcheviks et à tirer le bilan qu'on intitulera comme le dit Michel Collinet dans sa substantielle préface : *Ce qui est vivant et ce qui est mort du bolchevisme.*

G. GEORGES.

La Presse des Jeunes

Les diverses façons de se pencher sur la jeunesse

La jeunesse est à la mode; tous les mouvements s'intéressent à elles. Mais certains qui l'aimeraient « comme le beefsteack bien saignant », ne l'embrassent que pour mieux l'étouffer. M. François Mauriac, lui, la cajole, à condition qu'elle soit bien résignée à se laisser exploiter par le capitalisme et n'attende de satisfactions que dans l'autre monde. D'où les fleurs que des colonnes de « **Sept** », l'hebdomadaire des dominicains, il lance à la J.O.C. :

« Ces jeunes ouvriers s'avancent à contre-courant : ils disent non, aux idéologies triomphantes; non, à leurs intérêts matériels, à leurs passions de classe, à leurs passions tout court. Ils cèdent à une préférence de leur cœur, ils ont retrouvé la source perdue. »

. . . . . .

« Du côté marxiste, on peut affecter d'ignorer ou de compter pour rien l'école sociale catholique et l'enseignement des encycliques. Cette école existe : elle n'a pas seulement sauvé l'honneur catholique, elle n'a pas agi seulement dans les cœurs et dans les esprits, elle a collaboré efficacement à toutes les lois ouvrières.

« Mais la J.O.C., c'est bien autre chose. Il ne s'agit plus de jeunes bourgeois qui vont au peuple, il s'agit de jeunes ouvriers qui vont au Christ. Le Christ ne leur est pas apporté du dehors par des représentants des classes privilégiées. Ils retrouvent en eux, à côté d'eux, au milieu d'eux, celui qui ne les avait jamais quittés. Ils le retrouvent dans ses prêtres, dont plus d'un sont des camarades sortis de leurs rangs et qui, avant d'élever le calice et de rompre l'hostie, ont soulevé le marteau. »

. . . . . .

« Certes, la J.O.C. représente au milieu de nous une exigence de justice sociale que nous pouvons être tentés parfois de trouver gênante ou inopportune. Mais les catholiques ne sont pas libres de se résigner aux salaires souvent dérisoires de la jeunesse ouvrière, à la sous-alimentation des adolescents, au manque d'hygiène des ateliers, à l'horreur des taudis.

« Au contraire, nous devons leur être reconnaissants, à nos jocistes, de nous rendre sensible ce lien qui les unit, qui confond toutes les classes dans un seul amour. »

Le rôle de la J.O.C. ne saurait être plus clairement défini : détourner la jeunesse ouvrière de ses intérêts de classe et faire comprendre au capitalisme qu'il doit prendre un masque charitable pour mieux conserver ses privilèges.

La jeunesse ouvrière sait, heureusement, distinguer les vrais amis des faux; aussi ne peut-elle qu'applaudir à l'article de Combemarie qui, dans « **La Vague** » exhorte Léo Lagrange à développer la vie culturelle de la jeunesse paysanne comme il cherche à le faire pour la jeunesse laborieuse des villes.

« Vous n'avez pas entendu leur voix, Monsieur le Ministre. Vous ne les avez vus nulle part. Ils ne jouent pas au ski dans les neiges des Alpes, ils ne remplissent pas les palaces de la Côte d'Azur. Ce n'est pas leurs déplacements qui ont atténué le déficit de nos chemins de fer. Leur gymnastique, c'est celle des fourches chargées de foin, leur musique les chants de labour, leur spectacle celui des récoltes qui lèvent et mûrissent au soleil. Tout cela, sans doute, est plein d'une émouvante beauté, mais à la longue devient un peu monotone et ne remplit pas toute l'âme. Et c'est là le danger. Trop de gens sont à l'affût pour des desseins sordides, prêts à leur dire : « Voyez comme on vous dédaigne ! »

« Comment saisir cette jeunesse paysanne, comment l'entendre si elle vit silencieuse, éparse et isolée sur toute la terre de France ? »

Il faut multiplier les contacts entre les jeunes travailleurs de la cité et des champs. Ceux-ci doivent jouir des mêmes loisirs que ceux-là. Se connaissant mieux, ils se comprendront mieux, et l'échange de leur expérience accroîtra leur maturité pour leur lutte commune.

LA PRESSE ET LA PAUSE

Le mot fait fortune : c'est certainement lui qui, cette quinzaine, revient le plus souvent sous la plume des éditorialistes.

Et « **L'Ere Nouvelle** » le trouve si rigoureusement approprié à la situation qu'elle demande respectueusement à M. Jean Zay de mettre l'étude des discours de Léon Blum au programme du baccalauréat.

Mais si le terme a une vogue méritée, la politique qu'il traduit est diversement commentée.

Georges Izard, dans « **La Flèche** », émet la crainte que l'arrêt dans l'œuvre réformatrice ne soit qu'une capitulation devant les puissances d'argent.

« En vérité, nous avons le sentiment de sortir de la période de reflation pour entrer dans une nouvelle période de déflation. Serait-il vrai que l'expérience Blum soit terminées et que l'expérience Laval, ou Rueff pour être d'actualité, recommence ? Les appels à la confiance, c'est-à-dire à la confiance des banques, semblent l'indiquer. Quand on ne trouve, à un énorme déficit, d'autre solution que l'emprunt, il faut bien rassurer ceux qui ont de l'argent.

« Renaudel disait : il faut prendre l'argent où il est. Vincent Auriol semble penser : il faut emprunter de l'argent à ceux qui en ont. Mais ceux qui en ont en quantité suffisante sont une petite minorité. Et le gouvernement qui a la confiance du peuple contre cette minorité de banquiers et de maitres des trusts cherche, aujourd'hui, la confiance de ceux qu'il n'a pas voulu mettre à la raison. »

*
* *

M. C. Bidault lui-même, dans « **L'Aube** », est obligé de reconnaitre, avec une onctueuse tristesse, que la confiance des capitalistes ne saurait aller de pair avec la confiance des masses.

« Dans la situation actuelle, il est impérieusement nécessaire de ranimer cette confiance dont il n'est permis de se moquer que durant les périodes prospères où elle ne fait pas défaut. Le malheur est que la confiance dont il s'agit ne se confond nullement avec la confiance dont les masses électorales investissent leurs représentants. Il s'est même trouvé le plus souvent jusqu'ici que ceux qui ont obtenu l'une ont été frustrés de l'autre. Ceux qui rassurent l'épargne sont rarement aimés de la nation et ceux qui font appel aux classes pauvres inquiètent la finance.

« N'est-il vraiment pas possible de donner confiance à tous les intérêts légitimes ? »

Non, M. Bidault, il n'est pas possible de concilier les intérêts légitimes du prolétariat et les intérêts sordides de la bourgeoisie; c'est justement dans cette impossibilité que réside la **lutte de classes** que vous vous obstinez à vouloir masquer aux travailleurs catholiques.

*
* *

Buré, lui est plus perspicace et plus franc, lorsqu'il écrit dans « **Vendémiaire** » :

« Mais gouverner en socialiste selon la loi du libéralisme, cela ne relevait-il pas du rêve ? Bien qu'il continue de crier victoire, Léon Blum est actuellement dans le plus grand embarras. Les salaires courent toujours après les prix comme je l'avais bien prévu, et on ne voit pas comment il pourra sortir du cycle infernal où contrairement à ce qu'il a dit encore à Saint-Nazaire dimanche dernier, nul ne songe à l'enfermer sinon ses propres amis dont le réformisme est de plus en plus exigeant, de plus en plus inconsidéré. »

Il y a beau temps que les marxistes affirment (mais Buré ne le fut-il pas naguère, et, quoiqu'on fasse pour se dégager de sa formation, il en reste toujours quelque chose), qu'en période de décadence du capitalisme, les réformes ne peuvent aboutir à des avantages réels pour les travailleurs que par la révolution.

*
* *

Parce que l'instinct de classe des vieux Messieurs du « **Temps** » leur fait percevoir cette loi de la science marxiste, ils font, toujours sur le même ton paterne et somnolent, appel à leurs congénères les grands bourgeois du parti radical, pour empêcher à tout prix que soit tirée la conclusion des difficultés actuelles :

« Du programme du Rassemblement populaire à peu près épuisé maintenant — non sans avoir passablement épuisé le pays — va-t-on entraîner le parti radical dans une aventure de socialisation ou, si l'on préfère le mot à la mode, de nationalisation ?

« Telle est, en effet, la vraie question. Elle a été posée hier avec la plus grande clarté.

« C'est que les partis marxistes ont un alibi tout préparé. Si l'expérience de Front populaire échoue — et M. Lamoureux comme M. Marchandeau montrent bien qu'elle n'a pas réussi — les partis marxistes mettront le demi-succès ou le demi-échec sur le compte de l'insuffisance des mesures prises jusqu'à présent. »

UN QUART D'HEURE avec J. CALVINO

Délégué du Parti Socialiste Espagnol

(Suite de la 1re page)

4 — Nous entrons maintenant dans la quatrième phase. On va exercer le contrôle, mais internationalement il ne commencera que le 6 mars. C'est-à-dire qu'à partir du jour où l'on a pris la décision jusqu'au jour où elle entrera en vigueur, les Etats fascistes auront plus de temps qu'il ne leur en faut pour envahir l'Espagne avec leurs troupes et y lancer de nouveau d'énormes quantités de materiel de guerre. Pour la République Espagnole, en échange, il n'y a temps pour rien. Le passage des volontaires par la France, la seule voie par laquelle ils pouvaient entrer en Espagne est interdite à partir du 20. D'ici au 6 mars, l'exportation d'armes à la République Espagnole sera également nulle, en vue des difficultés immenses que rencontre ce commerce pour le Gouvernement légitime. C'est-à-dire que même en ce qui concerne la date fixée pour le contrôle, il semble qu'on n'ait tenu compte que des intérêts des rebelles et de leurs complices et directeurs, les Etats fascistes.

5. — La cinquième phase commencera avec le contrôle. Nous craignons fort qu'à ce moment-là la République ne soit traitée de façon inégale, comme dans les phases précédentes. Nous ne pouvons faire autrement que nous résigner au contrôle, celui-ci nous étant imposé par un système international dans lequel nous n'avons pas de voix et parce qu'étant donné le volume terrifiant qu'avait atteint l'intervention italo-allemande et devant l'impossibilité de lutter seuls et de nous armer librement contre les deux états fascistes en question qui étaient prêts à jeter tout leur poids dans la balance contre nous, nous le considérons comme un moindre mal. A condition, bien entendu, que ce contrôle soit exercé par tous de façon impartiale et sévère.

Nous avons dit plus haut que les rebelles ont en cela également sur nous l'avantage des renforts en hommes et en armements qu'ils recevront ces prochains jours, qu'ils sont déjà en train de recevoir. D'après des nouvelles plusieurs divisions italiennes sont en train de débarquer dans les ports espagnols du Sud et que nous ne pourrons pas recevoir. Mais nous craignons, en outre, que le contrôle ne soit trop unilatéral, comme la non-intervention l'a été jusqu'à présent. Que fera, par exemple, le Portugal? Les « observateurs » anglais, disons-le en toute franchise, ne nous inspirent pas beaucoup de confiance. Seront-ils recrutés dans tous les partis politiques? S'ils ne le sont pas, comme nous le supposons, leur impartialité est pour le moins problématique. Leur nombre ne nous semble pas non plus suffisant pour une frontière aussi étendue et aussi facile à traverser à n'importe quel endroit, étant donné un terrain aussi plat. Le Portugal possède des fabriques d'armements qui pourront continuer à importer des matières premières. L'exportation de leurs produits en Espagne continuera à se faire comme jusqu'à présent s'ils le désirent. Il faudrait aussi contrôler ces fabriques. Les Anglais le feront-ils? Les Portugais le toléreront-ils? Certainement pas.

Encore un problème. Jusqu'à présent les accords de Londres n'ont aucun pouvoir exécutif. Les contrôleurs pourront constater si un bateau transporte des hommes ou des armements pour nous ou pour les rebelles, mais ils ne peuvent empêcher qu'il entre dans le port. Le Comité de Londres accordera-t-il ces pouvoirs exécutifs? Et s'il les accorde, au nom de quel principe de Droit international? Tout blocus suppose un état de guerre avec l'Espagne. Porteront-ils l'affaire devant la Société des Nations afin d'établir et de consacrer cette toute nouvelle jurisprudence de Droit International? Mais, est-ce que l'Allemagne n'est pas absente et l'Italie presque absente de la Société des Nations? Ces questions ne sont peut-être pas aussi puériles que les précédentes, mais elles ne sont pas non plus plus encourageantes. Nous craignons plutôt qu'il se produise ceci : que les bateaux de guerre allemands et italiens arrêtent les bateaux qui essaieront d'entrer dans nos ports et qu'ils avertissent les bateaux de guerre rebelles pour que ceux-ci les arrêtent et les coulent.

Beaucoup d'autres problèmes surgiront surement, en rapport avec le contrôle; mais nous verrons que leurs solutions ne favoriseront pas la République Espagnole, de même que rien de ce qui a été fait jusqu'à présent ne l'a favorisée. Mais laissant de côté tous les problèmes énumérés et ceux qui pourront se présenter, pour nous il est évident : que le contrôle est le prologue d'une nouvelle étape, la sixième étape, l'étape de la médiation. Cette idée rôde depuis longtemps dans les Chancelleries d'Europe et d'Amérique; ce n'est pas seulement une idée humanitaire pour mettre fin à une guerre aussi cruelle; c'est, surtout, une idée politique : qu'il n'y ait ni vainqueurs, ni vaincus, que le fascisme ne triomphe pas, mais non plus la réovlution démocrato-prolétarienne; que les généraux et les hobereaux bourreaux ne soient pas vainqueurs, mais que les victimes ne décident pas non plus de leur destinée. Ni dictature militaire, ni dictature de la petite bourgeoisie et du prolétariat. L'on cherche une moyenne, un retour à une république comme celle d'avril 1931, dans laquelle se résigneraient à rester et à fraterniser les maitres et les esclaves, les assassins féodaux et les parents et les camarades des assassinés. L'on désire que cette guerre civile finisse comme les guerres espagnoles du dixneuvième siècle ; par une nouvelle accolade. Les chancelleries européennes désirent cela et, il faut tout dire, quelques minuscules secteurs politiques d'Espagne le désirent aussi. Mais les combattants et l'immense majorité du peuple espagnol désirent que la présente guerre soit la dernière guerre civile de l'Espagne, le début d'une société sans militarisme, sans aristocratisme, sans cléricalisme, sans aucune des castes féodales du passé. On lutte pour cela, on continuera de lutter pour cela jusqu'à la mort,malgré les interventionnistes et les non-interventionnistes. Vingt millions d'espagnols sont prêts à mourir plutôt que de tolérer que la terrible tragédie qui leur a été imposée, du dedans et du dehors, prenne fin par une farce.

C'est de vous, socialistes de France, qu'il dépend que ce dénouement criminel d'un grand crime prolongé ne se réalise pas. Les factieux ont déjà perdu la guerre; mais si nous non plus ne pouvons pas la gagner, si en dernière instance c'est le capitalisme international qui la gagne, qu'il s'appelle fasciste ou démocratique, la cause du prolétariat aura été retardée d'un siècle. Ne l'oubliez pas, camarades de France!

ACCORDÉONS

Les moins chers. Les meilleurs. Le plus grand stock.

FRANCE ACCORDÉONS

111, Boulevard Beaumarchais PARIS (3e). Près République. Métro St-Sébastien. - Ouvert dimanche. - Demandez notre nouveau catalogue n° 3.

LA PRESSE ET LE BLOCUS

Mme Geneviève Tabouis, de « **L'Œuvre** », qui fut pourtant toujours une très fidèle adepte de la politique Eden-Delbos, ne peut s'empêcher de constater que l'accord de Londres sur le contrôle de la non-intervention constitue une nouvelle étape dans la main-mise des puissances impérialistes sur la révolution espagnole :

« En définitive, ce projet de contrôle apparait comme une sorte de blocus, sans précédent en droit international, puisque, exercé par des non-belligérants autour d'un pays avec lequel ces derniers ne sont pas en guerre (le principe du blocus supposant un état de guerre, et les pays qui composent le Comité de Londres ne sont pas en guerre avec l'Espagne). Il ne s'agit pourtant pas d'un blocus véritable, mais d'un simple contrôle, lequel ne sera probablement pas plus efficace que ne l'ont été toutes les mesures prises jusqu'ici par les membres du Comité de Londres. Mais, tel quel, ce projet, aux yeux de toutes les chancelleries du monde, a l'avantage primordial d'empêcher la guerre civile espagnole de dégénérer en une guerre beaucoup plus vaste, et, évidemment, cet argument serait sans réplique s'il ne devait pas tendre à favoriser une fois de plus les armées rebelles contre le gouvernement régulier. »

*
* *

La présence légalisée des flottes italienne et allemande devant Valence et Barcelone pour, sous prétexte de contrôle, pouvoir mieux les affamer, puis les bombarder, constitue un singulier mode de non-intervention et un facteur de paix vraiment saugrenu.

Pour augmenter encore les garanties de paix, le grand conseil fasciste va, paraît-il, décider de répondre au réarmement britannique par un nouvel effort militaire et naval ! Le « cycle infernal » continue.

Seule, la classe ouvrière internationale, en déruisant tous les impérialismes, le brisera.

Notre délégation revient...

(Suite de la première page)

Je reviendrais sur les diverses transformations du gouvernement de la généralité depuis le 19 juillet lorsque je vous communiquerai les différents entretiens que nous avons eu avec les partis et les syndicats de Catalogne.

La nouvelle direction de l'économie catalane a provoqué de grandes critiques, aussi bien auprès des fascistes qu'auprès des démocrates républicains.

En effet, la Catalogne est très critiquée, et non seulement par les partis de gauche républicaine, mais aussi par certains partis ouvriers, le P.S.U.C. par exemple.

Je crois que les explications du déséquilibre actuel d'une partie de l'économie catalane, est que celle-ci cherche sa voie, cherche, dans une situation terriblement difficile à établir dès maintenant des bases qui lui permettront plus tard de pouvoir aller plus avant vers une organisation économique saine.

L'ouvrier l'employé, le paysan de Catalogne, ont compris qu'il fallait gagner la guerre et établir un ordre nouveau.

Est-ce que la classe prolétarienne, est-ce que tous ceux qui veulent vivre, ne doivent pas être à leurs côtés ?

Que tous ceux qui ne font pas tout ce qu'il pourraient faire pour leurs frères espagnols se disent bien qu'ils portent une responsabilité énorme.

Jean MEIER

Camarades,

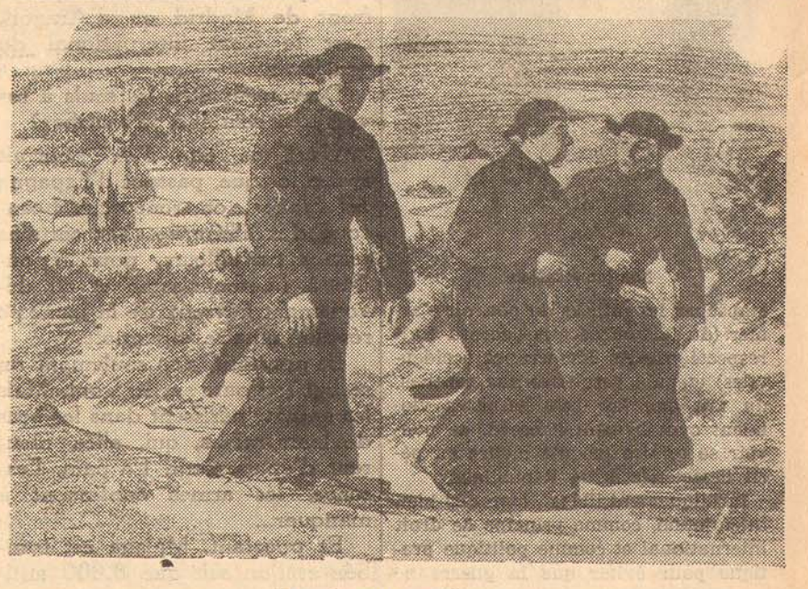
Les disques de la Voix des Nôtres nous aideront dans notre propagande.

Les disques sur la Commune sont indispensables en ce moment.

En préparation, enregistrement avec le concours de l'Harmonie Socialiste.

Tous les disques de la Voix des Nôtres sont en vente à la Fédération, 7 rue Meslay à la Librairie Populaire et à la Voix des Nôtres, boulevard des Filles-du-Calvaire.

Demandez à la Fédération la Reconstitution de l'Assassinat de Jaurès.



Les chouettes en fuite